

## Déclaration de la Conférence de Nyéléni

Les militants de la Via Campesina réunis à Nyéléni, au Mali, du 17 au 19 novembre 2011, ont partagé leurs expériences de lutte contre l'accaparement des terres. L'accès sécurisé à la terre est théoriquement garanti par la Déclaration universelle des droits de l'Homme ainsi que par de nombreuses autres conventions régionales et internationales sur les droits humains, comme par exemple le droit à l'autodétermination, le droit à un niveau de vie adéquat ou encore le droit au logement, à l'alimentation, à la nourriture, à la santé, à la culture, à la propriété et à la participation.

La Via Campesina constate avec une grande inquiétude que les États ne respectent pas leurs obligations à cet égard et considèrent que les intérêts des milieux d'affaires sont plus importants que les droits des peuples.

La Via Campesina critique virulemment les fonds de pensions, les fonds d'investissement, la Banque mondiale et les Banques régionales

de développement, qui favorisent l'accaparement des terres et la mainmise sur l'eau en encourageant des politiques favorables aux milieux d'affaires, facilitant les capitaux et les garanties pour les investisseurs industriels et promouvant un modèle économique de développement jugé prédateur et néfaste.

L'Alliance pour une révolution verte en Afrique (Agra) en prend pour son grade, qui a « *pour objectif de convertir l'agriculture paysanne en une agriculture industrielle et d'intégrer les petits paysans aux chaînes mondiales de valeur, augmentant considérablement leur vulnérabilité face à la perte de leurs terres.* »

Entre autres recommandations, la Via Campesina suggère de mettre en place des systèmes d'alerte précoce afin d'alerter les communautés sur les risques et les menaces de l'accaparement des terres.

**Pour lire les recommandations complètes de la Via Campesina :** <http://vcafrica2.over-blog.com/pages/ANNONCE-5782127.html>

## SOS Faim, Signataire de l'Appel de Paris

Depuis 30 ans, les pays du Sud ont recours au microcrédit comme un instrument de lutte contre la pauvreté. Le microcrédit concerne 190 millions de personnes, parmi lesquelles 128 millions de pauvres, dont 81 % de femmes. L'appel de Paris rappelle les valeurs éthiques et l'orientation sociale qui doivent inspirer tous les acteurs du secteur et propose de faire converger les initiatives d'auto-régulation et de réglementations vers un socle de principes et de règles permettant de qualifier une microfinance responsable et de restaurer la confiance du public.

Les signataires considèrent, entre autres, que les institutions de microfinance doivent poursuivre un double objectif à long terme de viabilité financière et d'impact social, en offrant des produits et des services adaptés aux plus pauvres, en menant une politique de taux d'intérêt modérés, et en se conformant aux standards les plus élevés d'information et de protection de leurs clients. La conformité de leurs politiques et de leurs pratiques à ces principes doit être attestée par des indicateurs de performance sociale reconnus.

**Consultez la version complète de l'Appel de Paris sur** [www.sosfaim.org](http://www.sosfaim.org)

## Répondre aux crises alimentaires en impliquant les paysans

Six études consacrées au soutien à l'agriculture dans 6 pays d'Afrique de l'Ouest ont été remises aux parlementaires européens et africains, ainsi qu'au Commissaire européen au développement, présents le 22 novembre au déjeuner débat organisé par les plates-formes paysannes de 7 pays africains, SOS FAIM, le CFSI et Vredeseilanden, à Lomé, au Togo, dans le cadre de la rencontre bi-annuelle l'Assemblée parlementaire paritaire ACP/ UE. Ces six études présentent les effets positifs obtenus en Afrique de l'Ouest en misant sur l'implication et le dynamisme des exploitations familiales... Souvent en réponse à la crise alimentaire de 2007-2008, plusieurs pays

ouest-africains ont lancé des mesures d'appui à l'augmentation de la production agricole à travers des investissements productifs et des politiques adaptées. Plusieurs d'entre-elles ont enregistré des succès grâce à la confiance dans le dynamisme des exploitations familiales, leurs capacités d'adaptation, leur volonté de se moderniser et de contribuer à la sécurité alimentaire de leur région.

**La synthèse des 6 études de cas (Bénin, Burkina, Guinée, Mali, Sénégal, Togo) est disponible dans la rubrique Actu du site de SOS Faim :** [www.sosfaim.org](http://www.sosfaim.org)

**Plus d'informations, contacter Virginie Pissoort :** [vpi@sosfaim.org](mailto:vpi@sosfaim.org)

## Climat : faire remonter l'information

En écho à la 17<sup>e</sup> Conférence des Nations unies consacrée aux changements climatiques, qui s'est tenue à Durban, en Afrique du Sud, à la fin du mois de novembre, SOS Faim a déployé, jusqu'au 12 décembre, sur la Place du Luxembourg à Bruxelles, une fresque géante représentant 1353 supporters de sa campagne.

Le 3 décembre, à l'occasion de la manifestation pour le climat organisée à Bruxelles, SOS Faim a souligné son soutien à l'agriculture paysanne comme alternative durable face au modèle agricole dominant. Déguisés en vaches et tirant une charrette à bras, permanents et bénévoles se sont mobilisés pour rappeler l'urgence de mieux soutenir l'agriculture paysanne et familiale.

Si le continent africain a été choisi pour accueillir la Conférence de Durban, les intérêts de l'Afrique n'alliaient pas être pour autant être mis en avant : « *Alors qu'une petite dizaine de membres représentent un pays africain, c'est plus d'une centaine qui occupent les rangs des délégations américaine ou chinoise* », constatent les observateurs.

Cette faible représentation africaine ne signifie certes pas que le continent soit moins concerné ; au contraire, les études scientifiques le désignent comme la première victime des changements climatiques... *Et si l'Afrique peine encore à imposer son point de vue dans les négociations climatiques, les défaillances des États africains, sur ce thème comme sur bien d'autres, stimulent les initiatives d'une*

*société civile en pleine mutation, déterminée à prendre son destin en main.* Au Sénégal, le projet *Infoclim*, est parvenu à sensibiliser les populations vulnérables tout en les responsabilisant : l'introduction de techniques d'arrosage limitant les évaporations, la mise en place de cordons pierreux pour réduire l'érosion des sols sont quelques-uns des exemples de stratégies peu onéreuses qui se répandent en milieu sahélien. Surtout, cette remontée de l'information depuis la base contribue à instruire une expertise paysanne sur les changements climatiques reconnue aujourd'hui par la FONGS (la principale Fédération de paysans sénégalais), mais aussi par les experts du Giec.

**Plus d'informations, contacter Jean-Jacques Grodent :** [jgg@sosfaim.org](mailto:jgg@sosfaim.org) ou **Marine Lefebvre :** [mlef@sosfaim.org](mailto:mlef@sosfaim.org)